

✘ Après les tirs d'essai effectués mardi soir, une pluie de condamnations s'est abattue sur le régime de Kim Jong-il, émanant notamment de Washington et de Tokyo. Seul Pékin reste en retrait, fidèle allié de Pyongyang.

✘

Crise nucléaire, droits de l'homme, Pyongyang n'en finit pas de susciter la réprobation internationale. Mercredi, un seul mot émaillait les condamnations à travers le monde : «provocation». Les États-Unis ont ouvert le bal des critiques à l'encontre du régime ennemi de Pyongyang, après les tirs de sept missiles. «Nous sommes en consultation avec des partenaires internationaux sur les prochaines mesures à prendre», a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, Tony Snow. «Nous considérons cela comme un comportement provoquant», a renchéri Steve Hadley, le conseiller pour la sécurité nationale du président George W. Bush.

Autre virulent opposant aux tirs nord-coréens, le voisin japonais a saisi le Conseil de Sécurité de l'Onu qui doit se réunir d'urgence ce mercredi, à 16 heures. A l'unisson de Washington, le numéro deux du gouvernement japonais, Shinzo Abe, a qualifié les trois premiers tirs de « problème grave pour la paix et la stabilité », menaçant le « royaume ermite » de sanctions économiques. Pour son ministre de la Défense, Fukushima Nukaga, il s'agit d'une grave question pour la stabilité de la région. Le premier ministre Junichiro Koizumi a souligné le «besoin de maintenir un espace pour le dialogue». La police nippone et les forces armées ont été placées en état d'alerte. Tokyo a immédiatement proscrit pour six mois l'accès à ses ports à un ferry nord-coréen, principal lien commercial officiel entre les deux pays, et interdit son territoire aux diplomates nord-coréens.

L'OTAN a qualifié ces tirs d'«actes de provocation qui méritent une réponse ferme de la communauté internationale», dans un communiqué.

Premières rétorsions sud-coréennes

✘

Le ministre australien des Affaires étrangères, Alexander Downer, a déclaré disposer d'informations selon lesquelles la Corée du Nord pourrait ne pas en rester là. «Nous pensons qu'ils prévoient vraiment de procéder à d'autres tirs de missiles, demain ou dans deux jours», a déclaré le ministre à la presse. «Nous avons des informations qu'il pourrait y avoir (de nouveaux tirs), non pas qu'ils vont le faire, mais qu'il pourrait y en avoir», a-t-il ajouté, précisant que l'ambassadeur nord-coréen avait été convoqué en signe de protestation. Quelques heures après cette mise en garde, le Japon a annoncé qu'un septième missile avait été tiré mercredi après-midi.

La Corée du Sud a quant à elle relevé le niveau d'alerte de ses troupes, tout en dénonçant cet affront. «La Corée du Nord doit mettre un terme à son activité provocatrice, revenir immédiatement aux pourparlers à six nations et rejoindre les efforts internationaux en vue de la non-prolifération nucléaire», a déclaré le conseiller pour la sécurité du président sud-coréen. Des responsables sud-coréens ont par ailleurs prévenu que ces tirs pourraient remettre en cause l'importante aide alimentaire offerte par le Sud au Nord, qui souffre d'une pénurie alimentaire chronique. Une menace déjà fréquemment brandie dans le cadre des querelles

nucléaires avec son voisin communiste.

Côté européen, la France a accusé le régime de Pyongyang d'être un «acteur majeur de la prolifération des missiles dans le monde», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Paris, qui préside le Conseil de sécurité pour le mois de juillet, «partage les préoccupations que ces développements suscitent dans la communauté internationale, notamment parmi les voisins de la Corée du Nord», souligne le Quai d'Orsay qui «appelle instamment la Corée du Nord à respecter strictement le moratoire qu'elle avait déclaré en 1999».

Pékin reste sur la réserve

Même réprobation du côté de Moscou. «Les tirs de missiles contredisent les efforts pour établir la confiance dans la région», a déclaré le porte-parole du ministère. «Ce genre de provocation complique la situation créée par le programme nucléaire (nord-)coréen», a-t-il ajouté.

Pour Londres, «ces tirs d'essai sont une provocation qui ne sert qu'à accroître les tensions dans la région. Nous demandons de manière urgente au gouvernement nord-coréen de respecter son engagement à un moratoire sur les tests de missiles», a déclaré la ministre des Affaires étrangères Margaret Beckett, dans un communiqué.

Seul Pékin, fidèle allié du Nord, a appelé toutes les parties à «demeurer calmes et faire preuve de retenue».